

Éphémérides G.L. – Semaine du 17 au 23 novembre 2012

NB. Au vu de l'actualité, la chronologie de cette semaine sera centrée uniquement sur la prise de Goma et ses développements politico-diplomatiques.

RESUME : En RDC, la semaine a été marquée par la prise aussi rapide qu'inattendue et humiliante pour certains acteurs de la ville de Goma par les mutins du M23 dont le nombre peu élevé (un peu plus d'un millier) contraste avec celui des effectifs des FARDC (7.500) et des casques bleus de la MONUSCO (1.500) présents dans cette ville. Les combats ont débuté le samedi 17 à une trentaine de km de la capitale du Nord Kivu, la MONUSCO ayant annoncé un niveau d'alerte élevé, l'armée congolaise dénonçant la présence de soldats rwandais dans les rangs des rebelles ([RDC_1_1](#)) ([RDC_2](#)) ([RDC_3](#)). Le lendemain, dimanche, les mutins se trouvaient déjà à une dizaine de km de Goma, ce qui entraîna une fuite de militaires des FARDC, totalement démoralisés et en colère contre certains des leurs et contre le gouvernement, ainsi que d'une partie des autorités locales ([RDC_4](#)) ([RDC_5](#)) ([RDC_6](#)). Tandis qu'au milieu des échanges de tirs violents aux abords de Goma, la MONUSCO déclarait que les casques bleus resteraient à Goma pour la protection des civils tout en évacuant son personnel non nécessaire, le M23 posait ses exigences : cessation des hostilités, négociations directes avec le gouvernement où seraient impliquées l'opposition, la société civile et la diaspora, amnistie pour leurs combattants, nouveau découpage territorial de deux provinces du Kivu qui seraient déclarées « zones sinistrées » etc. ([RDC_7](#)) ([RDC_8](#)) ([RDC_9](#)) ([REC_10](#)). Le mardi 20, le M23 entra dans Goma sans combats et son chef, Sultani Makenga, faisait le tour de la ville désormais pratiquement coupée de Bukavu, privée d'aide humanitaire, vivant dans la psychose et soumise au choc de milliers de déplacés, ce qui, selon Amnesty International, faisait craindre le pire ([RDC_11](#)) ([RDC_12](#)) ([RDC_13](#)) ([RDC_14](#)) ([RDC_15](#)). On apprenait par ailleurs que le gouvernement provincial s'était installé à Beni et que le M23 se signalait, selon des sources onusiennes, par des enlèvements de femmes et d'enfants, ainsi que par les premières exécutions sommaires contre ceux qui se mettaient en travers de leur route ([RDC_16](#)) ([RDC_17](#)). Le jour suivant, les activités reprenaient très lentement dans la ville privée d'eau potable et d'électricité ([RDC_18](#)). Les mutins qui se sont emparé de la cité proche de Sake ([RDC_20](#)), qu'ils auraient réussi à tenir en dépit d'une contre-attaque par une coalition Mai-Mai – FARDC, ces dernières ayant pillé une autre localité proche ([RDC_21_1](#)), annonçaient qu'ils iraient jusque Bukavu, Kisangani et Kinshasa ([RDC_19](#)) : le M23 ordonnait par ailleurs l'enregistrement au stade de tous les policiers et soldats des FARDC qui se trouvaient encore à Goma ([RDC_21](#)).

Du côté du pouvoir congolais, qui reconnaissait avoir perdu une bataille mais non la guerre ([RDC_26](#)), on se refuse toujours à négocier avec le M23 ([RDC_22](#)). Du côté de l'opposition, on quitta la séance de l'Assemblée nationale consacrée à la chute de Goma, tandis que l'UDPS demandait au président Kabila de « partir » et qu'une ONG des droits de l'homme réclamait la démission de trois ministres et de chefs militaires concernés par le dossier ([RDC_27](#)). L'opposant Vital Kamerhe déclara quant à lui qu'il fallait discuter et négocier ([RDC_23](#)), tandis que le président du FONUS parla de décréter l'état de guerre ([RDC_24](#)). Par ailleurs de violentes manifestations faisant plusieurs morts se déroulèrent dans la capitale, à Kisangani et à Bunia ([RDC_25](#)) alors qu'à Bruxelles, des opposants de la diaspora tentèrent d'entrer de force dans l'ambassade de la RDC ([RDC_43](#)). Enfin, le président Kabila a ordonné la suspension du chef d'Etat-major des Forces terrestres, le général Gabriel Amisi, pour raison d'enquête : de dernier est mis en cause par le rapport du groupe d'experts pour avoir vendu des armes à des groupes rebelles ([RDC_1](#)).

Du côté de la « communauté internationale », la prise de Goma fut un choc, mais représente surtout un constat d'impuissance. La France, qui demande la cessation immédiate des combats et dont le ministre des Affaires étrangères se montre critique à l'égard de la MONUSCO en proposant une révision de son mandat, a été à l'initiative pour faire adopter deux résolutions du Conseil de Sécurité ([RDC_31](#)) ([RDC_29](#)) ([RDC_35](#)) : la première condamnait le M23 et exigeait la fin de tout soutien extérieur à ce mouvement ([RDC_32](#)), la seconde demandait des sanctions contre les chefs du M23, réitérait l'exigence de cesser tout soutien à ce mouvement tout en ne citant jamais le Rwanda et exigeait que les mutins se retirent sur les positions qu'ils occupaient avant la rupture de la trêve ([RDC_38](#)). Du côté de l'Union européenne, la Haute Représentante aux relations extérieures, Catherine Ashton, et les ministres européens des Affaires étrangères ont exigé la cessation des combats ([RDC_33](#)) ([RDC_34](#)), tandis que l'Union africaine condamnait l'offensive du M23 ([RDC_36](#)). Du côté belge, le ministre des Affaires étrangères, après avoir dans un premier temps prôné une solution pacifique, un respect de l'intégrité territoriale de la RDC, et demandé au Rwanda d'user de son influence pour contribuer à la paix ([RDC_30](#)), a proposé un renforcement du mandat de la MONUSCO à l'égard de laquelle il se montre critique à l'instar de son homologue français, et demandé au Conseil de Sécurité de se prononcer sur le rôle joué par le Rwanda ([RDC_41](#)). En réponse à une députée libérale flamande qui demandait une levée de l'embargo sur les armes au Rwanda ([RWA_4](#)), il estime que les sanctions à l'encontre de ce pays relèvent d'une position européenne commune et est revenu sur l'idée d'un indispensable dialogue

rwando-congolais ([RWA_5](#)). Côté britannique enfin, le Premier ministre a incité le Rwanda à faire pression sur le M23 pour qu'il se retire de Goma et démontre ainsi que le Rwanda ne le soutient pas ([RDC_44](#)). En ce qui concerne la CPI, la procureur, qui va se pencher sur les crimes commis par le M23, réclame l'arrestation immédiate de Bosco Ntaganda supposé être en arrière-plan de l'offensive du M23 de même que celle du chef des FDLR : selon elle, les violences continues dans l'est sont liées avant tout à l'impunité ([RDC_28](#)).

Mise en cause, la MONUSCO a déclaré quant à elle vouloir continuer à « supporter » et non pas à « soutenir » (?) le gouvernement congolais et ne cautionner en aucun cas le M23 qui avait bien du être alimenté en armes « de quelque part » ([RDC_37](#)). À New York, le patron du département des opérations de maintien de la paix a déclaré que la MONUSCO n'avait pas à « casser le M23 », avec qui il n'était pas question de collaborer, et qu'elle n'était pas responsable de la situation, pointant du doigt l'armée congolaise qui s'était « évaporée dans la nature » : par contre, à Kinshasa, le porte-parole de la MONUSCO admettait une responsabilité partielle ([RDC_42](#)).

Du côté des autres pays mis en cause (Rwanda et Ouganda), le porte-parole de l'armée rwandaise a réfuté les accusations congolaises selon lesquelles des rebelles du M23 étaient des Rwandais puisque des cadavres de soldats portaient des uniformes de leur armée ([RWA_1](#)) : il a aussi accusé l'armée congolaise d'avoir tiré des obus sur Gisenyi ([RWA_2](#)). Aux Affaires étrangères, la ministre a plaidé pour un dialogue entre les deux pays ([RWA_3](#)). En Ouganda, avec lequel la Grande-Bretagne vient de suspendre toute forme d'aide financière à la suite d'un scandale de corruption au sein de la primature ([OUG_1](#)), le président Museveni a fait état d'une conversation avec le Secrétaire général des N.U. au cours de laquelle il a parlé de ses entretiens avec le M23 qu'il aurait « incité au calme » ([OUG_2](#)).

En définitive, les chefs d'Etat des trois pays concernés se sont réunis à Kampala : après une rencontre à huis clos entre Paul Kagame et Joseph Kabila, tous trois ont convenu d'exiger du M23 qu'il se retire de Goma. Le mouvement rebelle exige toutefois que ce retrait éventuel soit précédé d'un dialogue approfondi avec le président Kabila sur les questions de gouvernance, de démocratie, de droits de l'homme et de problèmes sociaux. À ce stade et selon BBC et Reuters, le Chef de l'Etat congolais aurait accepté d'examiner les griefs du M23 dont le président s'est rendu à Kampala pour rencontrer le président Museveni ([RDC_39](#)) ([RDC_40](#)).

OUGANDA

Relations extérieures

(OUG_1) Radio Canada – 17/11

La Grande-Bretagne a suspendu toute son aide financière à l'Ouganda, à la suite d'un scandale de corruption. Des millions de dollars en dons auraient été dérobés dans le bureau du Premier ministre ougandais.

Le ministre britannique du Développement international a émis une déclaration vendredi, dans laquelle il annonce que toute l'aide au développement était suspendue immédiatement « en raison des preuves » rendues publiques lors d'une enquête qui est en cours. La Grande-Bretagne devait verser cette année l'équivalent d'environ 42 millions \$ à ce pays de l'est de l'Afrique.

La Norvège, l'Irlande et le Danemark ont également suspendu leur envoi d'aide financière à l'Ouganda. Selon l'enquête, environ 13 millions \$ dédiés à l'aide au développement des régions les plus pauvres du pays ont disparu des coffres de l'État.

La corruption est omniprésente en Ouganda, où plusieurs accusent le président de ne pas en faire assez pour punir les responsables corrompus qui lui sont loyaux.

(OUG_2) Reuters – 19/11

Ugandan President Yoweri Museveni told U.N. chief Ban Ki-moon he had spoken to M23 rebels in the Democratic Republic of Congo - a group his government is accused of supporting - and called for calm, a U.N. peacekeeping spokesman said on Monday.

Ban called Museveni on Sunday evening as the rebels advanced to Goma, the provincial capital of North Kivu province. "President Museveni, in his capacity as Chairperson of the International Conference of the Great Lakes Region (ICGLR), indicated (to Ban) that he had spoken to the M23 rebels and called for calm," Dwyer said in a statement.

Ban spoke to Congo's foreign minister, Raymond Tshibanda, and Rwandan President Paul Kagame on Saturday. Foreign ministers from the Great Lakes regional body were due to meet on the conflict on Tuesday in Kampala, Dwyer said.

RDC

Sécurité, Armée...

(RDC_1) Radio Okapi – 22/11

Le président de la RDC, Joseph Kabila, commandant suprême des Forces armées de la RDC a suspendu jeudi 22 novembre le général major Gabriel Amisi Kumba de ses fonctions de chef des forces terrestres des Forces armées de la RDC pour raison d'enquête. Ce dernier est accusé dans un rapport d'experts de l'ONU publié mercredi de vendre des armes aux groupes armés opérant dans l'est de la République démocratique du Congo.

La décision de Joseph Kabila a été rendue publique dans un communiqué du cabinet du président de la République démocratique du Congo lu à la télévision publique par le ministre des Médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende qui affichait un air grave.

Citant le rapport des experts de l'ONU, Lambert Mende a affirmé que « les FARDC continuent d'être la proie de réseaux criminels qui permettent aux officiers supérieurs de s'enrichir par l'emprise sur les ressources naturelles et la contrebande notamment par le trafic d'ivoire mené par des groupes armés». Selon lui, d'autres officiers qu'il n'a pas cités sont impliqués dans ce trafic.

« Le Général Gabriel Amisi supervise un réseau de distribution de munitions de chasse pour les braconniers et les groupes armés, y compris Raïa Mutomboki», une milice locale accusée d'atrocités, indique le rapport dont une copie est parvenue à Reuters.

Le rapport indique également que le général Amisi dit Tango Four a ordonné que 300 fusils d'assaut AK 47 soient donnés à un autre groupe armé opérant dans l'est du Congo, connu sous le nom de Nyatura, une autre milice locale responsable de nombreuses exactions.

- Kivu

[\(RDC_1_1\)](#) AFP – Belga – 17/11

L'ONU a placé vendredi ses casques bleus chargés du maintien de la paix dans l'est de la RDC en état "d'alerte élevée", au moment où le secrétaire général Ban Ki-moon a de nouveau condamné l'aide extérieure aux rebelles.

Le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky, a indiqué que des "équipes de réaction rapide" au sein des casques bleus avaient été déployées dans des endroits clés autour de la ville de Goma, en particulier près de l'aéroport. M. Nesirky a ajouté que la mission de l'ONU en RDC (Monusco) a été placée en état "d'alerte élevée", avec des hélicoptères également prêts à être utilisés.

Les combats entre la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) et les troupes gouvernementales ont repris jeudi près de Goma après une trêve de trois mois, faisant 113 morts dans les rangs rebelles selon le gouverneur de la province du Nord-Kivu.

"Des informations non confirmées indiquent que le M23 a subi le plus grand nombre de pertes", a affirmé M. Nesirky. Un porte-parole des rebelles a toutefois démenti le chiffre de 113 morts dans leurs rangs avancé par le gouvernement.

[\(RDC_2\)](#) AFP – 17/11

Les combats ont repris samedi matin entre l'armée et la rébellion Mouvement du 23 mars (M23) à Kibumba, une localité de l'est de la RDC frontalière du Rwanda, a-t-on appris samedi auprès des belligérants et de la société civile. Les combats ont commencé à l'aube dans la même zone où des affrontements avaient opposé jeudi les deux camps, poussant plus de 7.000 personnes à regagner le camp de déplacés de Kanyarucinya, à une dizaine de kilomètres de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Une fois encore, l'armée et le M23 s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités. "Hier (vendredi) soir, le M23 nous a attaqués vers 17h00, on les a repoussés, et on avait l'ordre de ne pas les poursuivre. Ce matin tôt, à 04h00 (02h00 GMT) ils nous ont attaqués" de nouveau, a déclaré samedi matin le lieutenant-colonel Olivier Hamuli, porte-parole de l'armée pour le Nord-Kivu. "Nous sommes en train de nous battre maintenant", a-t-il ajouté, alors qu'il se rendait sur la ligne de front à Kibumba.

"Il y a eu des combats très tôt le matin dans nos positions. Les FARDC sont venues nous attaquer avec des hélicoptères, des chars de combat", a déclaré de son côté le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, porte-parole militaire du M23, samedi à l'AFP. "Le M23, du coup, a fait aussi offensive et il a repoussé l'ennemi. Nous avons pris le siège administratif (du territoire) de Nyaragongo", a-t-il affirmé, expliquant que l'armée attaque sur plusieurs axes mais que les rebelles "repoussent l'ennemi vers la route qui mène à Goma".

"Des habitants de Nyaragongo sont "bloqués dans leur maison, tout le personnel administratif de l'Etat qui n'étaient pas juste au niveau de Nyaragongo est parti déjà", a déclaré à l'AFP un responsable de la société civile du Nord-Kivu, affirmant que des troupes rwandaises soutiennent le M23.

Lire aussi sous :

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/17/nord-kivu-les-combats-ont-repris-entre-les-rebelles-du-m23-larmee-reguliere-kibumba/>

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/17/nord-kivu-la-localite-de-kibumba-sous-control-du-m23/>

http://www.romandie.com/news/n/ RD_Congo_la_Mission_de_l_ONU_appelle_le_M23_a_cesser_immediatement_ses_attaques75171120121608.asp

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/17/julien-paluku-les-fardc-sont-en-train-de-se-battre-pour-la-ville-de-goma-soit-en-securite/>

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20121117.AFP5264/rd-congo-l-onu-appuie-l-armee-dans-ses-affrontements-avec-la-rebellion.html>

(RDC_3) AFP – 17/11

L'armée congolaise a accusé samedi "plusieurs" militaires rwandais de soutenir la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) qu'elle combat depuis l'aube à Kibumba, a-t-on appris de source militaire congolaise.

"Les troupes du M23 ont reçu le soutien du Rwanda. J'étais moi-même sur le front, et les tirs venaient du Rwanda", a affirmé en début d'après-midi le lieutenant-colonel et porte-parole militaire de la province du Nord-Kivu. "Plusieurs" militaires rwandais "sont venus couper notre progression vers les positions principales du M23", a-t-il ajouté. D'après lui, "ils ont commencé le renforcement des rangs du M23 vers Rutshuru, et maintenant c'est sur la frontière entre Kibumba et Goma", la capitale provinciale. "Toute la nuit, une présence de militaires (rwandais) a été renforcée tout au long de la frontière et aux environs. Et quand bien même nos chars de combats viennent bombarder les positions du M23, ils (les chars) sont en train d'essayer des roquettes anti-aériennes qui proviennent du Rwanda", a-t-il expliqué.

Il n'y a "aucun soldat des RDF (Rwanda defence force, l'armée rwandaise)" en RDC, a déclaré le porte-parole de cette armée. "A chaque fois que les FARDC sont battus sur le terrain, on trouve les RDF comme prétexte", a-t-il ajouté.

Lire aussi sous :

<http://www.reuters.com/article/2012/11/17/us-congo-democratic-fighting-idUSBRE8AG0FF20121117>

<http://www.reuters.com/article/2012/11/18/congo-democratic-fighting-idUSL5E8MH3ST20121118>

<http://afrikarabia2.blogs.courrierinternational.com/archive/2012/11/17/rdc-l-armee-rwandaise-impliquee-au-nord-kivu.html>

(RDC_4) Radio Okapi – 18/11

Les combats ont repris dimanche 18 novembre matin sur la ligne de front dans le groupement de Kibati, situé à 17 kilomètres de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Les détonations des armes lourdes sont entendues à partir du centre-ville de Goma. Ce qui sème la panique dans la ville où les habitants redoutaient déjà les infiltrations des combattants du M23. Selon l'armée congolaise, les rebelles du M23 auraient lancé une nouvelle attaque à partir de Kayanja, en groupement de Kibati, après une nuit d'accalmie.

La trêve n'a duré qu'une nuit entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23). La population de la ville est plongée dans la panique par les détonations des armes lourdes. Des militaires de l'armée régulière quittent Kibati. Beaucoup ont été aperçus à Munigi, à 7 kilomètres de la ville de Goma. Ce qui augmente la frayeur des habitants.

Une accalmie relative avait été observée la nuit du samedi 16 au dimanche 17 novembre sur le terrain des combats entre FARDC et M23 à Kibati, à 17 kilomètres au nord de Goma.

Le samedi soir, les ONG internationales basées à Goma avaient commencé à évacuer leurs personnels civils expatriés à Gisenyi, au Rwanda, pour la plupart, afin de les sécuriser.

La Monusco a regroupé pour sa part son personnel civil dans ses différentes bases de Goma. Elle n'envisage pas encore leurs évacuations pour le moment, selon son porte-parole, Madnodje Mounoubai. La Monusco a confirmé que depuis samedi soir, une accalmie s'observe sur la ligne de front, au niveau de Kibati. Les troupes gouvernementales tentaient de reprendre Kibumba, passé sous contrôle du M23 dans la journée, avec l'appui des troupes onusiennes.

Lire aussi sous :

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2012/11/18/rd-congo-la-rebellion-du-m23-affirme-etre-aux-portes-de-goma_1792361_3212.html

<http://www.rfi.fr/afrique/20121118-rdc-m23-kibumba-onu-rwanda-araud-france-gerard-araud>

(RDC_5) AFP – 18/11

Un grand nombre de militaires et de représentants des autorités congolaises fuyaient dimanche Goma les rebelles du M23 étant aux portes de la ville, a-t-on appris de sources concordantes. "Beaucoup de militaires et d'autorités (de la province) sont partis (de Goma)", a déclaré une source onusienne, qui attendait à un point de ralliement mis en place dans la ville par l'ONU pour ses personnels.

Une source humanitaire occidentale a évoqué une "débâcle des forces armées de RDC qui évacuent la ville de Goma". Selon une source militaire occidentale, des officiers des forces armées ont commencé à partir par bateaux vers Bukavu, la capitale du Sud-Kivu distante d'environ 80 kilomètres au sud. Le gouverneur du Nord-Kivu est parti sur l'un de ces bateaux, a déclaré cette source, ce qu'a confirmé une source administrative à Bukavu. Selon la même source militaire occidentale, l'aéroport de Goma, situé à quelques centaines de mètres du centre-ville, a été fermé et seuls quelques éléments de la Garde républicaine congolaise y sont encore stationnés. Un vol civil qui devait y atterrir a été détourné, a-t-on appris auprès d'un proche d'un passager.

Le porte-parole de la province du Nord-Kivu, très inquiet, a évoqué "une débandade" et déploré l'inaction de l'ONU. "La Monusco actuellement ne fait absolument rien!", a-t-il dit. Les Casques bleus de la mission de l'ONU en RDC (Monusco) étaient intervenus samedi pour prêter main forte à l'armée régulière congolaise, en l'appuyant avec des hélicoptères de combat, sans parvenir à freiner l'avancée des rebelles. Mais dimanche, les Casques bleus n'ont pas bougé pour protéger Goma, a constaté un photographe de l'AFP réfugié dans la base de Munigi, principale base des Nations unies au nord de la ville. Dans leur avancée vers Goma, les rebelles ont dépassé ce camp situé à environ 5 kilomètres de la ville, a constaté le photographe.

"Nous sommes en panique générale. C'est comme si les rebelles étaient en train de repousser nos militaires. En ville, les boutiques sont fermées. Moi, comme d'autres, je vais rejoindre ma famille", a déclaré un chauffeur de taxi de Goma.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/18/goma-les-activites-paralysees-laproche-des-combats-entre-les-rebelles-du-m23-les-fardc/>

http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=13533

<http://syfia-grands-lacs.info/index.php?view=articles&action=voir&idArticle=2713>

(RDC_6) AFP – 18/11

Les rebelles congolais du M23 ont arrêté leur progression à environ trois kilomètres du centre de Goma, a constaté l'AFP, mais ils ont menacé de "prendre la ville" s'ils étaient attaqués par l'armée.

Le responsable militaire du Mouvement du 23 mars (M23), le colonel Innocent Kayina, a indiqué avoir installé son poste de commandement à la hauteur du camp de Munigi, principal camp des Nations unies à la sortie de Goma, tenu par un bataillon sud-africain, à environ trois kilomètres du centre-ville. "Si les FARDC nous attaquent, on prendra la ville (...) nous nous sommes battus pour hausser la voix de nos revendications", a affirmé en milieu d'après-midi Innocent Kayina, commandant des opérations du M23 dans cette zone.

Aucun corps ni aucune trace de combat n'était visible à proximité du camp de Munigi. Ce camp se trouve à l'extrémité de l'aéroport, aux pieds des contreforts du volcan Nyiragongo sur la route qui mène au nord.

La situation était calme en milieu d'après-midi à Goma, selon une autorité locale. Aucun tir n'était entendu et "aucun incident majeur" n'a été signalé, a assuré le vice-gouverneur, Feller

Lutaichirwa, interrogé par téléphone. Selon lui, les autorités militaires ont décidé de se retirer afin "d'éviter un bain de sang" dans Goma, "ville de déplacés, prise en étau", entre le lac Kivu et la zone occupée jusqu'à présent par le M23.

Lire aussi sous :

http://www.romandie.com/news/n/_RD_Congo_les_helicopteres_de_l_ONU_defendent_un_aeroport_a_l_arme_lourde_65181120121858.asp

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/18/nord-kivu-accalmie-goma-apres-dintenses-combats-entre-fardc-m23/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/18/nord-kivu-goma-est-toujours-sous-controle-des-fardc-assure-le-gouverneur-julien-paluku/>

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/18/les-rebelles-aux-portes-de-goma-bloques-par-lonu/>

(RDC_7) AFP – 19/11

Les forces de l'ONU stationnées en RDC vont rester dans la ville de Goma en dépit de l'avance de la rébellion du M23 vers la ville, a annoncé dimanche le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

La mission de l'ONU "restera présente à Goma et continuera d'appliquer son mandat avec la totalité de ses moyens en prenant garde à la protection des civils", a indiqué le porte-parole de M. Ban dans un communiqué, ajoutant qu'aucune action visant les forces de l'ONU "ne sera tolérée". Les Nations unies disposent de 6.700 hommes dans la province du Nord-Kivu.

Des hélicoptères de l'ONU qui appuient l'armée gouvernementale ont tiré dimanche des roquettes et obus pour tenter d'endiguer l'avancée rebelle vers l'aéroport de Goma.

(RDC_8) Belga – 19/11

Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), qui menacent de s'emparer du chef-lieu de la province du Nord-Kivu, exigent du gouvernement de Kinshasa "la cessation des hostilités" et des négociations "directes" dans les 24 heures, ont-ils annoncé dans la nuit de dimanche à lundi.

Ces négociations doivent impliquer notamment l'opposition congolaise, la société civile ainsi que la diaspora. Ils exigent également la démilitarisation de la ville de Goma et de son aéroport - contrôlé par l'armée gouvernementale appuyée par la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC (Monusco) -, ainsi que la réouverture de la frontière de Bunagana, fermée par l'Ouganda à la demande de Kinshasa, a précisé la radio onusienne Okapi.

Le M23 - alias Armée révolutionnaire du Congo (ARC) - réclame du président Joseph Kabila qu'il accepte des négociations directes, au plus vite afin d'apaiser la population de Goma. L'ARC demande que leur mouvement ainsi que tous les partis politiques, la société civile et le gouvernement en place, puissent se retrouver autour d'une même table, sous la co-médiation internationale menée par l'ex-président ghanéen John Kufuor et le révérend congolais Jean-Paul Moka Ngolo Mpati, afin de discuter des différents contentieux majeurs en suspens tels que la vérité des urnes, l'amélioration de la sécurité ainsi que le social des Congolais, en général.

"En cas d'une énième fuite en avant de la part du gouvernement congolais devant ses responsabilités, l'ARC se verra dans l'obligation de continuer sa course pour la prise de Goma puis de Kinshasa", menace encore la rébellion.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/19/rdc-aux-portes-de-goma-le-m23-demande-des-negociations-avec-le-gouvernement/>

<http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20121119.AFP5379/rdc-nuit-calme-a-goma-apres-l-offensive-rebelle.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/23/rdc-ce-revendiquent-les-rebelles-du-m23/>

(RDC_9) AFP – 19/11

Les échanges de tirs ont repris lundi en début d'après-midi entre les rebelles du M23 et l'armée congolaise aux abords de la ville de Goma, touchant notamment un hôtel à la périphérie, selon des témoins.

Les tirs ont été échangés dans les quartiers de Munigi et Mudga au nord et au nord-ouest de la capitale du Nord-Kivu, a-t-on appris auprès de témoins. Ils ont provoqué une panique dans la ville, les habitants cherchant à fuir vers le sud et vers Gisenyi, le poste-frontière avec le Rwanda, a constaté un photographe de l'AFP.

Selon un membre de l'hôpital Heal Africa, six blessés, dont certains grièvement, ont été admis à la suite du bombardement par obus d'un hôtel situé en périphérie.

Un photographe de l'AFP a été empêché par des militaires de s'approcher des zones de combat alors que des tirs de kalachnikov se faisaient entendre.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/19/nord-kivu-des-coups-de-feu-entendus-pres-de-laeroport-de-goma/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/19/julien-paluku-lennemi-qui-setait-infiltre-dans-la-ville-ete-eloigne/>

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20121119.FAP5615/rdc-les-rebelles-du-m23-se-retirent-de-leur-position-pres-de-goma.html>

(RDC_10) AFP – 19/11

Les Nations unies vont évacuer mardi leurs employés "non essentiels" de la ville de Goma aux portes de laquelle la rébellion du M23 et l'armée congolaise s'affrontent, a annoncé lundi un porte-parole.

Les Casques bleus de l'ONU resteront en revanche dans la ville pour assurer leur mission de protection des civils, a précisé Kieran Dwyer, porte-parole des forces de maintien de la paix de l'ONU.

L'ONU compte quelque 625 employés à Goma. Selon M. Dwyer, le M23 a lancé lundi une attaque près de l'aéroport de Goma accompagnée "d'intenses tirs d'obus". "Certains tirs ont atterri près des troupes de la Monusco (la mission des Nations unies dans le pays, ndlr)", a-t-il ajouté. "La situation à Goma reste très tendue. La violence dans et autour de la ville entrave

les efforts pour fournir une aide humanitaire et les populations vulnérables déjà déplacées sont contraintes de fuir à nouveau", a poursuivi M. Dwyer.

Lire aussi sous :

<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/20/rdc-des-tirs-dobus-en-provenance-du-rwanda-ont-fait-4-morts-goma-lundi/>

(RDC_11) AFP – 20/11

Les rebelles du M23 sont entrés mardi dans Goma,, une première depuis la conquête de cette ville stratégique aux mains de rebelles soutenus par le Rwanda en 1998.

À Kinshasa, le président congolais Joseph Kabila a aussitôt lancé un appel "au peuple ainsi qu'à toutes les institutions" à se mobiliser contre l'agression dont la RDC se dit victime de la part du Rwanda voisin. "Je demande la participation de toute la population à défendre notre souveraineté", a-t-il dit.

À Goma, où la situation militaire demeure confuse, l'armée régulière congolaise est en train de se retirer de la ville, selon une source militaire occidentale. Seule une "arrière garde" "des Forces armées (FARDC) se trouve encore en ville, les blindés ont déjà quitté la ville. Ce retrait n'a été confirmé par aucune source congolaise.

La situation à la mi-journée restait complexe autour de l'aéroport de Goma, qui a été la cible de tirs de mortiers à l'aube. Plusieurs sources avaient annoncé la chute à 10h00 locales de l'aéroport qui jouxte le Rwanda. Une source onusienne avait confirmé cette information mais une autre source des Nations Unies l'a ensuite démentie.

Un photographe de l'AFP a vu une colonne de rebelles progresser sans dire un mot, entre l'aéroport, à l'est de Goma, et la ville et combattre des soldats réguliers qui tentaient de les arrêter à un carrefour.

À Goma, située à 1.200 km de Kinshasa, les rues étaient désertes et des habitants restaient terrés mardi dans leurs maisons dans cette ville, adossée au lac Kivu. Redoutant les combats, des dizaines de milliers de personnes déplacées se sont regroupées au sud de la ville dans les camps de Mugunga pour se mettre à l'abri des combats. Et à la frontière rwandaise, une foule grossissante tentait de se réfugier de l'autre côté de la frontière, dans la ville jumelle de Gisenyi.

Des pillages ont eu lieu dans la nuit de lundi à mardi dans le quartier de Katindo au sud par des militaires congolais qui ont ensuite pris la route de Sake, seul axe routier permettant de sortir de la ville en direction du sud. Et pour ajouter à la confusion, plusieurs centaines de détenus de la prison de Munzenze se sont évadés lundi accentuant l'insécurité qui règne sur la ville, selon une source occidentale.

Lire aussi sous :

<http://www.reuters.com/article/2012/11/20/us-congo-democratic-idUSBRE8AI0UO20121120>
<http://congosiasa.blogspot.be/2012/11/the-politics-of-fait-accompli.html>
<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/20/rdc-le-m23-pris-le-controle-de-goma/>
<http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/alerts/2012/dr-congo-s-goma-avoiding-a-new-regional-war.aspx>

<http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-20405739>

<http://www.afrika.no/Detailed/22736.html>

(RDC_12) Radio Okapi – 20/11

La reprise des hostilités entre Forces armées de la RDC (FARDC) et rebelles du M23 a fait baisser le trafic lacustre entre Goma et Bukavu. Selon les armateurs du lac Kivu, regroupés au sein de l'association (Assalak), seul un bateau quitte le port à Goma pour Bukavu, par jour, transportant essentiellement des familles fuyant les hostilités. Les services de sécurité ont recommandé aux bateaux la prudence. Il leur a été recommandé d'observer d'abord l'évolution de la situation sur le terrain des hostilités avant de reprendre les activités.

Cette situation préoccupe les habitants de Bukavu qui craignent une crise alimentaire dans leur ville à cause de la situation dans la ville de Goma. Cette dernière est tombée entre les mains des rebelles du M23 mardi en fin de matinée après une courte résistance des soldats des Forces armées de la RDC.

Des armateurs du lac Kivu affirment qu'en temps normal, les bateaux transportent en moyenne 300 tonnes de vivres par jour entre le Nord et le Sud-Kivu. « Une situation qui augure une carence criante en fournitures des vivres et biens de première nécessité aussi longtemps que Goma ravitaille Bukavu en haricot, en pomme de terre, en poisson salé, farine de maïs et en lait frais venant des fermes du Nord-Kivu », explique un armateur. Il redoute également que des marchandises venant du grand Nord et de la frontière avec les pays de l'Est dont l'Ouganda disparaissent sur le marché de Bukavu.

La guerre à Goma a fait détériorer la situation sécuritaire dans la cité de Sake, à 27 km au Sud de Goma, où des témoins affirmaient entendre des tirs à l'arme lourde et légère mardi en fin de matinée alors que le M23 était déjà entré à Goma. Les mêmes sources font également état d'actes de pillages. Lundi dans la soirée, des commerces, situés le long des routes, ont été dévalisés systématiquement par des hommes armés. Certaines sources locales attribuent ces actes de vandalisme aux militaires.

La situation de Goma a également jeté la population de Minova, à 50 km du chef-lieu de la province du Nord-Kivu, dans la psychose. Des sources sur place renseignent que les commerces sont restés fermés et les écoles n'ont pas fonctionné, les parents préférant garder leurs enfants à la maison. Aucun engin roulant n'était visible sur les avenues de Minova mardi matin. Seuls les piétons circulaient dans la cité. « Nous avons vu une trentaine de camions remplis de militaire entrer à Minova », a confié un témoin. Le chef de localité de Kasinyo, à 5 km de Minova, affirme avoir vu, ce matin, trois pirogues motorisées, avec à bord une trentaine de militaires, en provenance de Goma.

(RDC_13) AFP – 20/11

Le général Sultani Makenga, chef d'Etat major de l'armée révolutionnaire congolaise (ARC), nom donné aux forces rebelles du M23, est arrivé mardi à Goma, ont indiqué des témoins. Il a circulé dans la capitale du Nord-Kivu, accompagné d'une escorte faisant le tour des différents ronds points quelques heures après la prise de Goma sans combats apparents.

Selon une source administrative, le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, a quitté la ville après avoir trouvé refuge lundi au quartier général des Nations Unies. Il a

rejoint Bukavu, précise-t-on de même source.

(RDC_14) AFP – 20/11

Le porte-parole militaire du mouvement rebelle congolais M23, le colonel Viannay Kazarama, a lancé mardi après-midi un appel à la radio locale de Goma pour demander aux militaires et policiers en poste dans cette ville de se rendre. Le colonel Viannay Kazarama a également demandé à la population de "rester calme".

Depuis que les rebelles sont entrés mardi matin dans Goma et en ont pris le contrôle, aucun incident n'a été signalé et la ville, déserte en début de matinée, a commencé à s'animer, même si aucune moto-taxi n'y circule.

Dans son message radiodiffusé, le porte-parole des rebelles a demandé à tous les militaires des Forces armées de la république démocratique du Congo (FARDC) et à tous les policiers de la Police nationale congolaise (PNC) présents dans la ville de se présenter mercredi à 8H00 (7H00 GMT) au stade de football de Goma, afin de s'y faire enregistrer et identifier.

Les soldats des FARDC, qui étaient environ 20.000 dans le Nord-Kivu, ont depuis deux jours pris la route du Sud-Kivu en passant par la petite ville de Sake à l'est. Ils avaient commencé à partir à la fin de la semaine dernière quand le M23 avançait vers Goma.

On ignorait mardi le nombre de policiers encore présents en ville, mais un photographe de l'AFP a assisté dans la matinée à la reddition de l'un d'entre eux à qui les rebelles ont pris son arme, le laissant repartir sans l'interroger.

(RDC_15) ATS – 20/11

Les travailleurs humanitaires se sont réfugiés mardi dans l'enceinte du bâtiment du Programme alimentaire mondial (PAM) à Goma (RDC), a affirmé une porte-parole de l'agence de l'ONU à Genève. Les opérations dans le Nord-Kivu sont provisoirement suspendues.

"Les opérations du PAM pour 447.000 personnes déplacées et les familles d'accueil dans le Nord-Kivu sont provisoirement suspendues. Le PAM a l'intention de reprendre ses opérations dès que possible", a déclaré la porte-parole Elisabeth Byrs. Les travailleurs humanitaires de l'ONU et des ONG, avec leurs familles, ont trouvé refuge dans l'enceinte du PAM à Goma, désignée par l'ONU comme le point de rassemblement pour le personnel humanitaire dans la ville. Le site est protégé par des casques bleus. "Nous appelons toutes les parties au conflit à protéger la vie des civils innocents et à respecter la neutralité des humanitaires", a ajouté la porte-parole du PAM. Selon elle, le personnel de l'ONU a parlé avec le M23, "qui contrôle Goma", et le mouvement rebelle "a accepté de respecter l'espace humanitaire".

Les agences de l'ONU n'étaient pas en mesure de quantifier mardi les nouveaux déplacements de population. Selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), les gens ont fui ces derniers jours vers Goma et le Rwanda. Le camp de Kanyaruchinya, soit quelque 60.000 personnes, a été complètement vidé de sa population, a précisé un porte-parole du HCR Adrian Edwards.

Lire aussi sous :

http://www.romandie.com/news/n/ RDC_dizaines_de_milliers_de_deplaces_dans_la_region_de_Goma_urgence_sanitaire64201120121748.asp
<http://www.amnesty.be/doc/s-informer/actualites-2/article/republique-democratique-du-congo-20251>

(RDC_16) Radio Okapi – 20/11

Les membres du gouvernement provincial du Nord-Kivu ont quitté Bukavu où ils s'étaient réfugiés après la prise de Goma par les rebelles du Mouvement du 23 mars ce mardi 20 novembre. Une source proche de ce gouvernement indique que les ministres provinciaux se sont installés à Beni d'où ils comptent continuer à gouverner la province.

Après des combats avec les militaires congolais, les rebelles du M23 ont pris ce mardi le contrôle de la ville de Goma, siège des institutions provinciales.

« Les rebelles du M23 se sont coalisés avec l'armée rwandaise pour prendre le contrôle de l'aéroport de Goma. Actuellement, ils sont rentrés dans la ville où ils contrôlent déjà plusieurs quartiers. Nos troupes se sont retranchées, pour l'instant, à Himbi, Mungungu et à Ndosho, dans la partie est de la ville », confiait cet avant-midi Julien Paluku, le gouverneur du Nord-Kivu, à Jeune Afrique. Il a dit craindre des « massacres sélectifs » par les rebelles du M23, indiquant que certaines sources lui ont rapporté que « les maisons des personnalités proches du pouvoir de Kinshasa sont visitées par les hommes de Sultani Makenga [chef militaire du M23] ».

En fin d'après-midi, les activités ont timidement repris à Goma mais tous les commerces sont restés fermés. Après avoir pris le contrôle de la ville, les rebelles ont demandé aux habitants de vaquer normalement à leurs occupations.

(RDC_17) AFP – 20/11

Les rebelles du M23 qui ont pris le contrôle de la ville de Goma ont enlevé des femmes et des enfants, a affirmé l'ONU mardi. Un porte-parole de l'ONU a précisé que les Casques bleus contrôlaient l'aéroport de Goma et effectuaient toujours des patrouilles dans la ville en dépit de l'arrivée des rebelles.

Le secrétaire général des Nations unies a de nouveau condamné de "graves" violations des droits de l'homme commises par les rebelles, selon le porte-parole adjoint de l'ONU Eduardo del Buey. Le Conseil de sécurité pourrait quant à lui adopter mardi une résolution imposant de nouvelles sanctions contre le M23. "Nous avons des informations selon lesquelles le M23 a blessé des civils, poursuivi les enlèvements d'enfants et de femmes, détruit des propriétés et intimidé les journalistes et ceux qui ont tenté de résister à leur avancée", a déclaré à des journalistes Eduardo del Buey. "La situation dans et autour de Goma a atteint un point critique".

Lire aussi sous :

http://www.romandie.com/news/n/ RDC_executions_sommaires_par_les_rebelles_en_route_vers_une_base_de_l_armee39211120121743.asp

(RDC_18) AFP – 21/11

Les habitants de Goma ont repris lentement leurs activités mercredi matin au lendemain de la prise de la ville par le mouvement rebelle du M23, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Aucun coup de feu n'a été entendu en ville au cours de la nuit. Les gens circulent et les taxis collectifs sont réapparus ainsi que les motos taxis. Toutes les boutiques n'ont pas été ouvertes pour autant. Aux carrefours, un soldat du M23 surveille les alentours et des patrouilles à pied circulent sans s'attarder.

Aucune patrouille des Nations unies n'était visible en ville. Les bases de la force des Nations unies pour le maintien de la paix au Congo (Monusco) sont hermétiquement closes avec des sentinelles dans les miradors.

Au stade de la ville, les policiers convoqués mardi par un appel radio du M23, ont commencé à se rassembler pour se faire identifier. L'un d'entre eux a expliqué à l'AFP qu'il espérait recevoir un meilleur salaire des nouveaux responsables.

Lire aussi sous :

http://www.romandie.com/news/n/_RD_Congo_Goma_privée_d_eau_potable_a_la_suite_de_s_combats97211120121503.asp

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/21/nord-kivu-plus-de-80-militaires-blesses-abandonnes-lhopital-militaire-de-goma/>

<http://www.irinnews.org/Report/96858/DRC-No-power-little-safe-water-in-Goma>

<http://www.rtl.be/info/monde/international/960841/rdc-penuries-dans-bukavu-en-raison-de-l-interruption-des-navettes-fluviales-avec-goma>

(RDC_19) AFP – 21/11

"Nous n'allons pas nous arrêter à Goma, nous irons jusqu'à Bukavu, Kisangani et Kinshasa" a lancé le porte-parole militaire du M23, le colonel Viannay Kazarama à une foule d'habitants de Goma réunie au stade de la ville. "Monsieur Kabila doit quitter le pouvoir parce qu'il n'a pas remporté les élections de l'année dernière" a-t-il ajouté, une allusion aux accusations de fraude portées par l'opposition contre Kabila à la présidentielle de novembre 2011.

Cette réunion, convoquée mardi par le M23 pour identifier les policiers et militaires restés à Goma malgré le départ de l'armée régulière s'est transformée en meeting, la population ayant rejoint le stade.

"Vous devez nous rejoindre, a-t-il lancé aux policiers et aux soldats car nous militons pour le bien-être des militaires". "Nous n'avons pas de problème avec les fonctionnaires de l'Etat seulement avec les détourneurs des deniers publics et avec ceux qui ne marchent pas dans la logique du M23". "Demain nous allons vous emmener à Mubambirwo pour un briefing, vous y passerez quelques jours avant de rejoindre Goma" a annoncé le colonel Kazarama aux policiers et militaires rassemblés.

(RDC_20) Radio Okapi – 21/11

Les rebelles du M23 ont pris mercredi 21 novembre, vers 11 heures locales, le contrôle de la cité de Sake, à 30 Km à l'ouest de Goma, dans le Nord-Kivu, d'où l'armée congolaise s'était retirée pendant la nuit. Selon des témoins, les rebelles ont repoussé des combattants Maï-Maï au moment où ils arrivaient au niveau des collines surplombant la cité de Sake. Dans la cité,

cependant, ils n'ont tiré aucun coup de feu, n'ayant rencontré aucune résistance.

Selon des sources sur place à Sake, après l'échange de tirs avec le M23, les Maï-Maï ont battu en retraite vers le sud. Certains habitants de Sake leur ont emboîté le pas, se dirigeant vers Bukavu, dans le Sud-Kivu, via Minova. Les habitants de Sake, restés sur place, ont observé dans le calme l'installation du M23 dans leur cité, où toutes les activités socio-économiques étaient paralysées.

Selon la société civile locale, certains rebelles du M23 ont emprunté l'axe Kiorirwe et se dirigent vers Kitchanga.

Des voyageurs en provenance de Masisi-centre ont signalé la présence des forces régulières au niveau de Karuba, entre 15 à 20 km de Sake.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, la situation reste incertaine, notamment dans les principaux centres urbains, peu à peu abandonnés par les habitants.

À Minova, à 27 Km de Sake, la peur commence aussi à gagner les habitants, à la vue de tous les déplacés qui arrivent chez eux. Toutes les activités restent paralysées depuis hier, écoles et boutiques n'ayant pas ouvert les portes. Quelques vendeurs, notamment ceux des crédits pour téléphones mobiles et de carburant, acceptent néanmoins de vendre à domicile. Selon des témoins, certains habitants vont sur la route venant de Sake afin d'accueillir les déplacés. D'autres, des jeunes, ont barricadé la route menant vers Bukavu avec des grosses pierres, brûlant aussi des pneus. Ils affirment le faire sur ordre du commandant second du 106^e régiment des FARDC chargé des opérations, lui-même présent à Minova. Celui-ci tenterait ainsi de dissuader les militaires FARDC venus de Goma, souvent à motos, qui tentent d'aller à Bukavu, en passant par Minova, et de les obliger à s'arrêter dans cette cité, pour ne pas aller semer la panique à Bukavu.

À Kanyabayonga, à 150 Km de Goma, dans le nord de la province, outre les écoles ouvertes, il n'y a aucune autre activité. Les habitants disent rester prudents et attendre de voir comment va évoluer la situation sécuritaire.

Le chef d'état-major général des FARDC doit arriver de Bukavu, dans le Sud-Kivu, ce mercredi après-midi à Beni, où le gouvernement provincial du Nord Kivu a établi son siège depuis la chute de Goma mardi entre les mains des rebelles du M23.

Lire aussi sous :

http://www.romandie.com/news/n/_RDC__combats_autour_de_Sake_localite_prise_mercredi_par_les_rebelles67221120121400.asp

(RDC_21) Radio Okapi – 22/11

Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont commencé, au lendemain de la chute de Goma, à enregistrer au stade Les Volcans de Birere des policiers et des soldats des troupes loyalistes qui n'ont pas quitté Goma après sa chute, mardi 20 novembre. Les responsables de ce mouvement disent tenter de récupérer assez d'hommes pour « poursuivre la guerre jusqu'à Kinshasa ». Venus nombreux sur le lieu du recensement, les forces loyalistes se bousculaient pour se faire enregistrer. « Nous sommes dans les rangs, mais vous ne nous enregistrez pas. Vous sautez certaines têtes », réclamaient des centaines des militaires et policiers qui

cherchaient à se faire enregistrer en premier.

Tous se précipitaient pour donner leur numéro d'ordre, leurs noms et post-noms, leurs grades ainsi que leurs unités de provenance pour s'inscrire sur la fiche remplie à la main par le commandant de chaque unité, sous la supervision de quelques responsables rebelles.

Après cette étape, le superviseur remettait au candidat un jeton attestant son identification.

Un candidat à l'intégration dans l'armée rebelle explique qu'ils seront enrôlés pour poursuivre la guerre contre le pouvoir de Kinshasa que le M23 accuse, depuis la prise de Goma, de corruption et de tricherie aux dernières élections de 2011. « On nous a informé de venir ici pour une intégration de tous les éléments qui étaient dans le gouvernement et puis on va continuer avec eux », a déclaré un recensé.

La suite des opérations prévoit qu'après le recensement, les recrues seront rassemblées pour une « rééducation » dès jeudi 22 novembre à Mubambiro pour les militaires, et à Mugunga pour les policiers. Après cette étape, ils rejoindront les rangs du M23 pour poursuivre la guerre jusqu'à Kinshasa afin, disent les rebelles, de faire chuter le régime Kabila.

(RDC_21_1) AFP – 23/11

Les rebelles du M23 tenaient toujours vendredi matin la ville de Sake, au lendemain de combats contre les soldats réguliers alliés à un groupe armé local, qui ont poussé des milliers de personnes à fuir, a constaté l'AFP. Des rebelles et quelques habitants étaient présents dans cette localité prise mercredi par le M23, située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Goma, la capitale du Nord-Kivu tenue depuis mardi par le M23, a constaté un photographe de l'AFP.

L'avancée du M23 vers la province voisine du Sud-Kivu "a été stoppée jeudi" à moins de 10 km au sud de Sake, vers la localité de Kirotshe, quand les rebelles ont dû affronter des soldats de l'armée régulière alliés à un groupe d'une milice locale présente dans la zone, a indiqué une source onusienne. Au moins 25 civils ont été blessés au cours d'affrontements, selon l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

Aucun bilan des affrontements n'a été donné par les belligérants. Dans une rue du centre de Sake, un photographe de l'AFP a vu le corps d'un civil. "Il y a des cadavres le long de la route" vers Kirotshe, a déclaré à l'AFP Thierry Goffeau, chef de mission de MSF à Goma.

Comme jeudi, des milliers de civils continuaient de fuir à pied la région de Sake en direction du camp de déplacés de Mugunga, vers Goma, a constaté le photographe de l'AFP.

Lire aussi sous :

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/22/nord-kivu-vers-un-basculement/>
<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/22/nord-kivu-la-coalition-fardc-mai-mai-aurait-repousse-le-m23-de-sake/>
<http://radiokapi.net/actualite/2012/11/23/sake-les-affrontements-entre-fardc-m23-font-4-morts/>

Vie politique...

(RDC_22) AFP – 19/11

Le gouvernement de la RDC "ne négociera pas" avec les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), a affirmé lundi à l'AFP, M. Lambert Mende, le porte-parole du gouvernement.

"Ce sont des forces fictives mises en place par le Rwanda pour dissimuler ses activités criminelles en RDC", a déclaré Lambert Mende. "Nous préférons négocier avec le Rwanda, l'agresseur réel au sein de la Conférence internationale sur la région des grands lacs" (CIRGL), a ajouté M. Mende. "On ne négocie pas avec une fiction, la fiction c'est le vide", a lancé M. Mende. "Le gouvernement est occupé à négocier avec l'agresseur réel au sein du CIRGL. Je crois que c'est ça que le peuple congolais souhaite", a-t-il poursuivi.

"Nous n'allons pas, en interagissant avec de tel groupe, prêter notre concours à un Etat agresseur pour lui permettre de se dédouaner des pressions internationales qui sont en train de fondre sur lui (...)", a affirmé M. Mende, dans une nouvelle référence au Rwanda, accusé par Kinshasa et l'ONU d'appuyer la rébellion du M23.

(RDC_23) Radio Okapi – 19/11

« C'est le moment de faire taire les armes et de discuter avec les mutins de façon à éviter la répétition de l'histoire », a recommandé dimanche 18 novembre l'opposant Vital Kamerhe, président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), au gouvernement congolais. Au cours d'une déclaration à la presse sur la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, Vital Kamerhe a estimé que, l'armée étant « infiltrée », les militaires congolais vont mourir sur le front « pour rien ». « Devant une armée infiltrée, une armée qui a connu des mixages, des brassages, des intégrations à la congolaise, nous disons qu'on va faire tuer nos militaires inutilement sur le front. Il n'y a pas de honte à négocier », a déclaré Vital Kamerhe.

L'ancien président de l'Assemblée nationale entre 2007 et 2009 dit avoir constaté une irresponsabilité à la tête de l'Etat face à la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. « On veut nous faire croire qu'on va mettre des verrous qui vont éviter à la ville de tomber ? Il faut, entre deux maux, choisir le moindre », a ajouté Vital Kamerhe, ancien secrétaire général du PPRD, le parti présidentiel.

(RDC_24) Radio Okapi – 19/11

Le président des Forces novatrices pour l'union et la solidarité (Fonus), Joseph Olenga Nkoyi, invite le président de la République, Joseph Kabila à déclarer l'état de guerre suite à la situation sécuritaire dans la ville de Goma au Nord-Kivu où des militaires et des rebelles du Mouvement du 23 mars s'affrontent depuis jeudi 15 novembre dans les localités de Kibumba et Munigi. Au cours d'une conférence de presse tenue lundi à Kinshasa, il a appelé la population congolaise à se mobiliser pour que les rebelles ne prennent pas le contrôle de la ville. « Il y a une complicité au plus haut sommet de l'Etat dans la situation de l'Est. Moi je pense que M Kabila [le président de la RDC] doit répondre de ses actes vis-à-vis du Parlement. Est-ce que vous savez que depuis le déclenchement de cette déstabilisation du pays, Kabila n'a jamais fait une adresse à la nation déclarant l'Etat de guerre tel que la constitution le stipule ? », s'est interrogé Olenga Nkoyi.

Selon l'article 86 de la Constitution, le président de la République peut déclarer un état de guerre : « Le président de la République déclare la guerre par ordonnance délibérée en conseil

des ministres après avis du conseil supérieur de la défense et autorisation de l'Assemblée nationale et du Sénat, conformément à l'article 143. »

Pour Joseph Olenga Nkoy, le gouvernement serait pris pour responsable si Goma tombait entre les mains des rebelles du M23. Ainsi, il pense que le président de la République faute de ne jamais déclarer l'Etat de guerre en tant que garant de la nation, devrait répondre devant le Parlement. « Si Goma tombe, nous allons interpellier le gouvernement en place et ils vont maintenant s'expliquer devant le peuple. Il n'a jamais cité le nom du Rwanda ou d'Ouganda et d'autres pays qui sont impliqués. Mais c'est lui le magistrat suprême du pays. C'est le garant de la nation mais il ne répond pas aux besoins de la population. Au stade actuel, nous mobilisons l'ensemble de notre peuple, hommes, femmes et enfants », a-t-il ajouté.

(RDC_25) Belga – 21/11

Deux personnes ont été tuées mardi à Kisangani, lors d'une manifestation d'étudiants en colère après la chute de la ville de Goma aux mains des rebelles du M23, a indiqué mercredi l'ONG de défense des droits de l'Homme Lotus.

Des manifestations ont également eu lieu Kinshasa, la capitale congolaise, et à Bunia, selon la radio onusienne Okapi.

À Kisangani, des milliers d'étudiants d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur de la ville sont descendus dans la rue pour manifester contre la prise de Goma par le Mouvement du 23 mars (M23). "Il y a une marche qui avait été autorisée aujourd'hui, qui était une marche pacifique. La colère a monté et il y a eu casse", a indiqué le gouverneur de la province, Jean Bamanisa. Les témoins font état de plusieurs édifices "cassés" ou "incendiés". Mais l'ONG Lotus a affirmé que cette manifestation avait fait deux morts. L'une des victimes est un civil atteint par une balle devant la résidence de l'ancien gouverneur de la province, Médard Autsai, et l'autre est un prisonnier qui a trouvé la mort en essayant de s'évader lorsque les manifestants ont tenté de casser la porte de la prison centrale de Kisangani, a précisé le groupe Lotus dans un communiqué reçu à Bruxelles.

Six étudiants ont aussi été blessés lors de cette manifestation, durant laquelle plusieurs bâtiments de Kisangani, la troisième ville du pays, ont été mis à sac ou incendiés, dont le siège du parti du président Joseph Kabila, selon des sources concordantes. Le siège du parti politique Mouvement social pour le renouveau (MSR), le bureau de la représentation provinciale de la majorité présidentielle (MP) et le siège de la Commission électorale nationale indépendante ont été "saccagés", a précisé le groupe Lotus.

À Kinshasa, des étudiants sont également descendus dans la rue pour protester contre la prise de Goma. La police et la pluie ont dispersé les manifestants.

À Bunia, le quartier général de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) au centre-ville a été attaqué par des étudiants de l'université. Ces étudiants en colère ont mis le feu à deux jeeps de la Monusco. Ils ont aussi saccagé la permanence locale du PPRD.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/20/kisangani-manifestation-des-etudiants-contre-la-prise-de-goma-par-les-rebelles-du-m23/>

http://www.romandie.com/news/n/ RDC_les_forces_des_Nations_unies_en_RDC_prises_a_partie_par_la_population34211120121723.asp

(RDC_26) AFP – 21/11

Le gouvernement de la RDC a "certes perdu la bataille, mais pas la guerre" a déclaré mercredi matin son Premier ministre Augustin Matata Ponyio, au lendemain de la prise de Goma par les rebelles du M23. "La victoire nous appartient et c'est la volonté de l'ensemble de la population congolaise", a-t-il ajouté. L'intégrité du pays "est non négociable et cela exige de nous tous beaucoup de patriotisme et beaucoup d'unité", a-t-il dit. "Plus que jamais la patrie doit demeurer soudée", a-t-il ajouté, déplorant "la situation catastrophique qui se déroule dans la ville de Goma".

Sans citer le Rwanda, accusé de soutenir le M23, le Premier ministre congolais a dit que l'agression "est donc établie et le gouvernement réaffirme aux populations de Goma comme à celles de l'ensemble de la province du nord Kivu qu'il est de coeur avec elle pendant toute cette période de dure épreuve".

Il a annoncé qu'il allait "redoubler d'efforts afin de soutenir et accélérer le processus de réformes sécuritaires pour bâtir une armée forte et républicaine, une police professionnelle capable de sécuriser à jamais les frontières et l'ensemble de la population congolaise".

(RDC_27) Radio Okapi – 21/11

Les députés de l'opposition ont quitté mardi 20 novembre la plénière de l'Assemblée nationale consacrée à chute de la ville de Goma, dans le Nord-Kivu, entre les mains des rebelles du M23. Le député de la Majorité présidentielle, l'ancien ministre Mashako Mamba, a proposé une motion pour informer les députés sur la situation sécuritaire à Goma, mais les députés de l'opposition réclament une question d'actualité à poser au Premier ministre Matata Ponyo, plus qualifié, selon eux, à faire avancer le débat.

Pour les députés de l'opposition, débattre de la guerre à l'Est du pays et de la prise de la ville de Goma entre députés et en l'absence d'un représentant valable du gouvernement, le Premier ministre en l'occurrence, est une perte de temps. Pendant que le député Mashako Mamba, ancien ministre de la Santé et de l'Enseignement supérieur et universitaire (Esu), présentait sa motion d'information sur le sujet, les députés de l'opposition ont quitté la salle.

Pour le député José Makila, le débat doit se faire en présence d'un membre du gouvernement qui serait mieux placé pour fournir une version officielle de la situation. « L'opposition réclame la présence du Premier ministre, lui qui gère le pays au quotidien. Il doit venir nous dire comment le M23 est entré dans Goma sans résistance. Nous disons, les vrais Congolais quittent la salle parce que le pays est amputé », a-t-il affirmé.

Bien que comprenant la position de l'opposition, les députés de la Majorité présidentielle, plate-forme de soutien au président Joseph Kabila, n'ont pas jugé utile de quitter la séance. Ils affirment par ailleurs avoir proposé au gouvernement de déclarer la guerre au Rwanda. « C'est absolument important que le Premier ministre puisse venir nous faire le rapport et nous donner l'information exacte de ce qui se passe là-bas. Ce n'est même pas à discuter. Et nous avons le pouvoir de le faire venir à tout moment », a dit Henri Thomas Lokondo.

Le bureau de l'Assemblée nationale a estimé qu'il fallait débattre entre députés de la situation du Nord-Kivu afin de formuler des recommandations à soumettre au gouvernement.

Lire aussi sous :

<http://www.afriqueexpansion.com/depeches-afp/6002-rdc-le-principal-parti-dopposition-demande-a-kabila-de-partir.html>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/22/situation-goma-le-renadhoc-exige-la-demission-de-quelques-membres-du-gouvernement-de-larmee/>

Justice, Droits de l'homme...

(RDC_28) AFP – 21/11

Le général mutin Bosco Ntaganda et le commandant suprême des rebelles des FDLR Sylvestre Mudacumura, recherchés par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité en RDC, doivent être arrêtés "impérativement", a déclaré mercredi le procureur de la CPI, la Gambienne Fatou Bensouda.

"Tant qu'ils ne seront pas arrêtés et traduits en justice, Bosco Ntaganda et Sylvestre Mudacumura continueront d'être les principaux instigateurs de l'instabilité qui prévaut sur l'ensemble de la région des Grands Lacs et de constituer la plus grande menace pour la population civile", a assuré Mme Bensouda, rappelant que la RDC fait récemment face à une nouvelle vague d'affrontements sanglants. "Bosco et Mudacumura doivent impérativement être arrêtés dès à présent", a ajouté Fatou Bensouda : "ces deux hommes participent activement depuis des années aux violences et aux crimes qui continuent de frapper d'innocentes victimes dans l'est de ce pays".

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/22/rdc-la-poursuite-des-violences-dans-est-due-limpunite-selon-la-cpi/>

<http://www.hirondelle.org/page-accueil/articles/agence-hirondelle-21-11-12-la-procureure-de-la-%C2%AB-examine-%C2%BB-les-crimes-du-m23/>

Relations extérieures

(RDC_29) AFP – 17/11

Le Conseil de sécurité des Nations unies va se réunir en urgence samedi pour évoquer la situation en RDC, où des affrontements opposent les rebelles du M23 à l'armée, selon des diplomates. La mission de la France auprès des Nations unies a annoncé sur son compte Twitter qu'une réunion des 15 nations du Conseil de sécurité avait été programmée à 15H00 (20H00 GMT).

Plus tôt dans la journée, la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (Monusco) a appelé le Mouvement du 23 mars (M23) à cesser "immédiatement" ses attaques dans la zone de Kibumba, dans l'est du pays, appuyant l'armée dans les combats qui l'opposent aux rebelles depuis samedi matin.

"Depuis ce matin à 04H00, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) font face à une série d'attaques à l'arme lourde lancées par le M23 (...). Ces attaques

ont provoqué de nouveaux déplacements de la population civile", a écrit la Monusco dans un communiqué signé depuis Kinshasa. "Conformément à son mandat de protection des populations civiles, la Monusco a réagi en engageant les troupes du M23 entre Kibumba et Kibati, responsables de cette situation. Dans ce cadre, 10 missions ont été menées par ses hélicoptères de combat", a-t-elle encore indiqué. "La Monusco condamne fermement la reprise des hostilités. Elle lance un appel au M23 pour cesser immédiatement ses attaques qui ont pour conséquence la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire déjà fragiles", a-t-elle ajouté.

(RDC_30) Belga – 17/11

Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders appelle à ce que "tous les efforts soient entrepris pour mettre fin à la rébellion de la façon la plus pacifique possible" dans le Nord-Kivu ont indiqué les Affaires étrangères samedi dans un communiqué.

M. Reynders rappelle que l'intégrité territoriale de la RDC doit être respectée et que les autorités congolaises doivent pouvoir rétablir l'ordre sur l'ensemble de leur territoire. Pour cela, "aucun soutien ne peut être apporté aux rebelles qui combattent les forces armées congolaises".

Le ministre demande notamment au Rwanda, dont plusieurs militaires sont accusés par l'armée congolaise de soutenir la rébellion du M23, d'user de son influence pour contribuer positivement à la fin la plus rapide possible de cette situation de conflit. Il abordera le sujet lundi, lors du Conseil Affaires Étrangères, avec la Haute Représentante de l'Union européenne Catherine Ashton et ses homologues de l'Union européenne.

Lire le communiqué sous :

http://www.didierreynders.be/2012/11/17/extreme-preoccupation-suite-a-la-reprise-de-combats-dans-le-nord-kivu/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=extreme-preoccupation-suite-a-la-reprise-de-combats-dans-le-nord-kivu

<http://www.lesoir.be/123173/article/actualite/fil-info/2012-11-19/rdc-une-vingtaine-d%E2%80%99autres-belges-pourraient-%C3%AAtre-%C3%A9vacu%C3%A9s-goma>

(RDC_31) AFP – 17/11

La France demande "la cessation immédiate des combats" en RDC qui pourraient conduire à "un nouveau drame humanitaire", a déclaré samedi le ministère français des Affaires étrangères. Elle appelle "à la protection des populations civiles et de tous les acteurs humanitaires" et "demande à tous les pays de la région de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de la RDC", a ajouté dans une déclaration le porte-parole du ministère.

(RDC_32) BBC – 18/11

The UN Security Council has strongly condemned the resumption of rebel attacks in eastern DR Congo.

Meeting in emergency session, the Security Council called for M23 rebels to immediately halt their advance towards the provincial capital, Goma. It also demanded an end to outside support for the rebels, noting with concern that they were well equipped.

The rebels captured the town of Kibumba on Saturday, despite a bombardment by UN helicopter gunships.

North Kivu Governor Julien Paluku said the Congolese army retreated because the insurgents were armed with heavy weapons and backed by Rwandan troops.

Read also under :

[http://www.un.org/apps/news/story.asp?](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=43526&Cr=democratic&Cr1=congo#.UKitRYXGc4R)

[NewsID=43526&Cr=democratic&Cr1=congo#.UKitRYXGc4R](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=43526&Cr=democratic&Cr1=congo#.UKitRYXGc4R)

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/18/new-york-le-conseil-de-securite-des-nation-unies-exige-cesse-tout-soutien-aux-m23/>

(RDC_33) AFP – 18/11

La représentante de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a demandé dimanche aux rebelles du M23 de "cesser immédiatement leur offensive militaire" sur Goma qu'ils menacent de prendre.

"J'appelle le M23 à cesser immédiatement l'offensive contre la ville de Goma. Tout soutien au M23, en violation du régime de sanctions et de l'embargo sur les armes doit cesser", a déclaré dans un communiqué Mme Ashton, alors que la rébellion a arrêté dimanche sa progression à trois kilomètres du centre de la ville, qui reste sous leur menace. "Toutes les parties doivent permettre un accès total à l'aide humanitaire à ceux qui sont dans le besoin", ajoute la chef de la diplomatie européenne.

L'UE est "particulièrement inquiète quant au sort de plus de 70.000 personnes déplacées qui ont commencé à quitter le camp de Kanyaruchinya, situé au nord de la ville", précise le communiqué. "Il est également important d'encourager la Monusco (la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC, chargée de la protection des civils, NDLR) à jouer un rôle actif dans la (résolution de la) crise en vertu de son mandat", ajoute Mme Ashton.

La représentante de la politique étrangère de l'UE "appelle également toutes les parties, y compris les pays voisins, à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une détérioration supplémentaire de la situation et pour prévenir une extension du conflit".

Les ministres des Affaires étrangères des 27, qui se réunissent lundi à Bruxelles, étudieront les "moyens d'éviter une escalade supplémentaire tout en promouvant une solution à long terme".

(RDC_34) Belga – 19/11

Les ministres européens des Affaires étrangères ont réclamé lundi l'arrêt immédiat de l'offensive de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) dans l'est de la RDC et exprimé leur "grave préoccupation" face à la crise humanitaire croissante dans la province du Nord-Kivu.

"L'Union européenne renouvelle sa condamnation du groupe rebelle du M23 et des autres groupes armés dans la région et réclame la cessation immédiate des violences, y compris les violences sexuelles, les violations des droits de l'Homme et le recrutement d'enfants soldats. L'UE condamne fermement les démarches adoptées par le M23 pour établir une

administration parallèle (à celle de Kinshasa) dans les zones qu'il contrôle", indiquent les conclusions publiées en marge d'une réunion des chefs de la diplomatie des 27 à Bruxelles.

(RDC_35) AFP – 19/11

La France présentera lundi une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU demandant un renforcement des sanctions internationales contre les rebelles du M23, qui ont repris leur tirs contre l'armée congolaise après le refus du gouvernement de négocier avec lui.

"Le M23 a complètement ignoré ce qu'avait dit le Conseil de sécurité", a expliqué l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud. Le Conseil de sécurité avait demandé samedi l'arrêt de l'avance de la rébellion vers Goma, et que "tout soutien extérieur et toute fourniture d'équipement au M23 cessent immédiatement".

M. Araud a précisé que la résolution de la France évoquerait l'implication éventuelle d'autres pays dans le conflit.

Lire aussi sous :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20121120.FAP5854/rd-congo-fabius-veut-revoir-le-mandat-des-casques-bleus.html>

(RDC_36) AFP – 19/11

L'Union africaine a "condamné fermement l'offensive" lancée par la rébellion du M23 vers la ville de Goma et elle a "demandé à ce groupe d'y mettre inconditionnellement un terme immédiat", dans un communiqué publié lundi.

La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, "réitère la nécessité pour tous les acteurs concernés d'apporter leur entière coopération aux efforts en cours dans le cadre de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), avec le plein soutien de l'UA". Mme Dlamini-Zuma a enfin chargé le représentant spécial de l'UA pour la région des Grands Lacs, Boubacar Gaoussou Diarra, "de se rendre immédiatement dans la région et de mener toutes les consultations appropriées, afin de contribuer à une solution rapide".

(RDC_37) Radio Okapi – 20/11

Après le contrôle de Goma par les rebelles du M23, la Monusco va continuer à « supporter » le gouvernement de la RDC, a déclaré le porte-parole de la mission des Nations unies en RDC, Madnodje Mounoubai. Au cours d'une interview accordée mardi 20 novembre à Radio Okapi, il a affirmé que les rebelles seront tenus responsables de toutes les violations des droits de l'homme qui se commettraient dans le chef-lieu de la province du Nord-Kivu. « La Monusco ne prétend pas soutenir le gouvernement congolais mais elle supporte le gouvernement congolais », a indiqué Madnodje Mounoubai.

La ville de Goma est tombée sous les mains des rebelles mardi 20 novembre dans la matinée. Ces derniers contrôlent les lieux stratégiques de la ville notamment le mont Goma qui abrite la Radio télévision nationale congolaise. L'aéroport, selon Mounoubai est sous contrôle de la Monusco.

La Monusco s'était engagée à soutenir les FARDC et à protéger Goma pour qu'elle ne tombe pas sous le contrôle des rebelles. Mais pour Mounoubai, les FARDC étant absentes de Goma, la Monusco ne peut pas soutenir des gens qui ne sont plus sur le terrain. « Le verrou de protection de Goma était mis en place avec les FARDC. Et la Monusco a mis ses moyens célestes et terrestres à la disposition de l'armée congolaise dans ses actions. Et aujourd'hui, si vous constatez, les FARDC ne sont plus à Goma et nous ne pouvons pas soutenir des gens qui n'y sont plus », a expliqué le porte-parole de la Monusco.

Les rebelles du M23 qui ont pris le contrôle de la ville de Goma s'illustrent déjà par des enlèvements des femmes et des enfants, selon le porte-parole adjoint de l'ONU Eduardo Del Buey. L'ONU détient des informations selon lesquelles les rebelles ont blessé des civils et ont détruit des propriétés et intimidé des journalistes et ceux qui ont tenté de résister à leur avancée, selon une dépêche de l'AFP. La situation dans et autour de Goma a atteint un point critique, a déclaré mardi 20 novembre à des journalistes Eduardo Del Buey.

Madnodje Mounoubai dit tenir le M23 responsable de la ville de Goma et que ce mouvement devra répondre de toutes les formes des violations de droit humanitaire dans la ville. « Aujourd'hui le M23 en prenant le contrôle de la ville en devient le responsable. Pour la Monusco tout ce qui va se passer à Goma du point de vue des abus des droits de l'homme, de maltraitance des habitants, des violences, la Monusco tiendra le M23 responsable de tout cela », a poursuivi Madnodje Mounoubai.

Le porte-parole de la Monusco précise que les casques bleus sont restés à l'aéroport pour protéger la population civile. « C'est pour cela que nous restons toujours en place dans le cadre de notre mission de protection de la population civile pour continuer à surveiller l'état dans lequel la population de Goma vit pour qu'il n'y ait pas de violences contraires, d'atteintes aux droits de l'homme et que l'intégrité physique de toute personne vivant dans la ville de Goma soit respectée », a martelé Mounoubai.

À la question de savoir si la Monusco cautionne l'administration du M23, Madnodje Mounoubai affirme que la mission des Nations unies « ne cautionne rien du tout ».

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a fustigé le mandat de la Monusco qui ne leur permet pas aux 17 000 casques bleus d'intervenir pour s'opposer à « quelques centaines d'hommes. » Pour Laurent Fabius, la Monusco n'a pas été en situation d'empêcher ce qui s'est passé face à quelques centaines d'hommes.

Le porte-parole de la Monusco, Madnodje Mounoubai, a reconnu au cours de l'émission Dialogue entre Congolais diffusée sur Radio Okapi, que depuis la création du M23, il a pu avoir accès à des armes très sophistiquées. « Nous ne sommes pas en mesure de dire que ces armements viennent du Rwanda, mais ils viennent de quelque part. Mais ce qui est sûr est que ces armements n'ont pas été fabriqués par le M23. Les rebelles doivent l'avoir acquis de l'extérieur de la RDC », a-t-il ajouté.

(RDC_38) AFP – 21/11

Le Conseil de sécurité de l'ONU a soutenu mardi à l'unanimité une résolution appelant à des sanctions contre deux chefs des rebelles du groupe M23 qui se sont emparés ces dernières heures de Goma.

La résolution, proposée par la France, demande également aux pays étrangers qui soutiennent le M23 de mettre fin à leur soutien aux rebelles. Le Rwanda notamment est visé même si ses dirigeants nient toute implication dans ce conflit.

Les diplomates du Rwanda et de RDC se sont de nouveau querellés au cours de cette réunion du Conseil de sécurité tenue mardi soir.

La résolution adoptée demande au comité de sanctions de l'ONU pour la RDC de revoir "de manière urgente" le cas des chefs du M23, Innocent Kaina et Baudouin Ngaruye, ainsi que d'autres cibles potentielles.

Le Conseil de sécurité a également fait part de sa profonde inquiétude concernant le "soutien extérieur" dont bénéficie apparemment le M23, avec notamment "des renforts de troupes, des conseils tactiques et la fourniture d'équipement". Le Conseil a appelé à la fin immédiate de tout "soutien extérieur" aux rebelles et a demandé au secrétaire général Ban Ki-moon d'indiquer sous peu quels sont les pays qui apportent leur aide aux rebelles. "Des mesures appropriées" seront prises au regard des conseils de M. Ban, a ajouté le Conseil.

Outre le Rwanda, l'Ouganda est également dans le viseur des Nations unies même si ces dernières n'ont pour l'heure pas de preuves directes concernant une aide apportée au M23.

Lire le texte de la résolution sous :

<http://www.un.org/News/Press/docs//2012/sc10823.doc.htm>

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/22/rdc-le-conseil-de-securite-de-lonu-somme-le-m23-de-reculer-jusqua-rutshuru/>

(RDC_39) AFP – 21/11

Les présidents de la RDC, Joseph Kabila, et du Rwanda, Paul Kagame, se sont rencontrés en tête-à-tête dans la capitale ougandaise Kampala tard mardi soir, a affirmé mercredi à l'AFP le ministre ougandais des Affaires étrangères, Sam Kutesa (bien Kutesa). "Le président Kabila et le président Kagame se sont rencontrés pendant deux heures la nuit dernière, " a affirmé le ministre.

À l'issue de leur tête-à-tête, les deux présidents ont aussi rencontré leur homologue ougandais Yoweri Museveni, dont le pays est également accusé de soutenir le M23, composé d'anciens rebelles, intégrés aux forces congolaises en 2009, qui se sont mutinés et affrontent à nouveau l'armée de RDC depuis le printemps dans le Nord-Kivu.

Ce mercredi après-midi, M. Museveni devait encore rencontrer l'un après l'autre les présidents rwandais et congolais, avant une nouvelle rencontre à trois. "Au moins, ils parlent, " a ajouté le chef de la diplomatie ougandaise. "Je pense que tout se passe bien".

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/21/rdc-kabila-rencontre-kagame-kampala/>
<http://www.lalibre.be/actu/international/article/779039/rdc-kabila-humilie-et-mis-sous-pression-pour-negocier-avec-les-rebelles.html>

(RDC_40) AFP – 21/11

Les présidents ougandais Yoweri Museveni, rwandais Paul Kagame et de la RDC, Joseph Kabila, ont exigé mercredi à Kampala des rebelles congolais du M23 qu'ils se retirent de Goma, principale ville de l'est de la RDC, dont ils se sont emparés mardi.

"Le M23 doit cesser immédiatement son offensive et se retirer de Goma", ont déclaré les trois chefs d'Etat, réunis depuis mardi soir en Ouganda, dans un communiqué commun, lu par le ministre ougandais des Affaires étrangères Sam Kutesa. "Un plan à cette fin est en train de leur être transmis (au M23). Le gouvernement de RDC, de son côté, a pris l'engagement de rechercher promptement les causes des désordres et d'y remédier du mieux qu'il peut", ajoutent les trois présidents dans ce texte.

"Les présidents Museveni et Kagame ont dit clairement, que même si il existe des revendications légitimes de la part du groupe mutin connu sous le nom de M23, ils ne peuvent accepter l'extension de cette guerre ou accepter l'idée d'un renversement du gouvernement légitime de RDC ou d'un affaiblissement de son autorité", selon le communiqué.

Lire aussi sous :

http://www.bbc.co.uk/afrique/region/2012/11/121121_drc_kabilanm23.shtml

<http://www.20minutes.fr/monde/1047860-rdc-rebelles-exigent-dialogue-kabila-avant-tout-retrait-goma>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/22/rdc-le-m23-exige-dialogue-avec-kabila-avant-de-se-retirer-de-goma/>

http://www.lepoint.fr/monde/rdc-le-president-du-m23-parti-a-kampala-pour-rencontrer-le-president-ougandais-22-11-2012-1532189_24.php

http://www.acpcongo.com/index.php?option=com_content&view=article&id=13707

<http://www.reuters.com/article/2012/11/22/congo-democratic-idUSL5E8MM3IS20121122>

(RDC_41) AFP – Belga – 21/11

Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, a une nouvelle fois plaidé mercredi en faveur d'un "renforcement" de l'action de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) face à l'avancée des rebelles du M23 dans l'est du pays, tout en soulignant l'"énorme responsabilité" congolaise dans la chute de la ville de Goma aux mains des mutins.

La force des Nations unies au Congo (Monusco), "c'est la plus grande opération des Nations unies dans le monde: 17.000 hommes! Comment se fait-il qu'on n'arrive pas à arrêter une rébellion? ", s'est-il interrogé sur la RTBF-radio. Il s'agit d'"un double constat d'échec (...) On n'a pas doté cette Monusco des moyens suffisants", notamment pour mener des "missions offensives lorsque des rebelles se lancent comme ça dans des opérations", a affirmé M. Reynders. Le mandat de la Monusco se limite à la protection des civils - et non celle des localités, qui relève des autorités nationales.

"Il faut renforcer ce mandat. Je l'ai demandé au niveau européen et la France va porter ce message aux Nations Unies", a précisé M. Reynders, en évoquant également la possibilité d'"augmenter le nombre d'hommes" de 2.000, comme le permet le mandat. Mais, selon lui, ces renforts devront être fournis par les pays de la région car "les Européens ne souhaitent pas aujourd'hui envoyer des troupes européennes au combat".

Le chef de la diplomatie belge a également appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à "se prononcer" sur la question de l'implication du Rwanda dans la situation. "Il faut condamner tout soutien extérieur et donc demander au Rwanda si, comme il le dit, il n'est pas partie au problème, de devenir une partie de la solution".

M. Reynders a ainsi dénoncé, dans une interview publiée par le journal 'Le Soir', l'"énorme responsabilité" des forces armées de la RDC (FARDC) dans la progression des mutins du M23. "Il y a une énorme responsabilité sur les forces armées congolaises. Le président (Joseph) Kabila nous avait dit qu'il avait l'intention d'éloigner certains éléments non fiables et d'incorporer de nouvelles recrues. Or, ce qui manque le plus, c'est une chaîne de commandement unifiée", a-t-il souligné.

Lire aussi sous :

<http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2012/11/21/cinq-questions-apres-la-chute-de-goma/>
http://www.rtb.be/info/monde/detail_goma-l-onu-doit-pouvoir-combattre-les-rebelles-selon-didier-reynders?id=7878321

(RDC_42) Belga – 21/11

La tâche des Casques bleus de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) est de "protéger les civils" mais non de "casser du M23", a affirmé mercredi le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Hervé Ladsous.

"Le mandat porte d'abord sur la protection des civils. Eh bien, la Monusco protège les civils. Le métier de la Monusco, ce n'est pas de casser du M23. Ce n'est pas son mandat", a-t-il affirmé à Radio France Internationale (RFI), en récusant les termes d'"échec" et d'"humiliation" pour les Nations unies. Selon M. Ladsous, les troupes du M23 sont entrées dans Goma "au nez et à la barbe des troupes congolaises". "Il faut réaliser qu'il y avait 7.000 troupes congolaises et qu'elles se sont, malheureusement, évaporées dans la nature", a ajouté M. Ladsous. Il a comparé ce chiffre avec celui des 1.500 Casques bleus de la Monusco déployés à Goma, une ville de près d'un million d'habitants.

Selon M. Ladsous, les hélicoptères armés de la Monusco ont, depuis le début de cette opération, tiré "des centaines de roquettes, de missiles" et les tanks "des centaines d'obus, pour enrayer cette offensive, avec toutes ces conséquences humanitaires". "Des statistiques pareilles, on ne les voit dans aucune autre opération de maintien de la paix", a-t-il souligné, rappelant que la définition du mandat de la Monusco - "le plus robuste" jamais accordé à une mission onusienne de paix - était du ressort du Conseil de sécurité.

Le "patron" des opérations onusiennes de maintien de la paix a par ailleurs indiqué que la Monusco ne collaborerait pas volontiers avec le M23. "Nous avons des politiques de conditionnalité, qui ne nous permettent pas de collaborer avec des gens qui sont coupables des pires exactions. N'oublions pas qu'au fil des mois, le M23 s'est rendu coupable d'attaques terribles contre les civils, qui ont fait un très grand nombre de victimes, et d'attaques contre les femmes. Il s'est rendu coupable de recrutement d'enfants qui ont été abominablement mal traités, y compris sur le plan sexuel. "Tout cela exclu le principe d'une coopération. Maintenant, qu'il puisse y avoir coexistence dans certaines situations, et que de toute façon il faille faire face à certaines situations d'urgence, là c'est la réalité", a expliqué M. Ladsous

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/21/chute-de-goma-la-monusco-dit-ne-pas-etre-la-seule-responsable/>

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/22/rdc-la-monusco-refute-toute-collaboration-avec-le-m23-goma/>

(RDC_43) Belga – 22/11

Douze ressortissants congolais ont été arrêtés judiciairement mercredi après-midi après être entrés de force dans l'ambassade de la RDC à Bruxelles, a indiqué jeudi la zone de police Bruxelles Capitale-Ixelles. Les suspects ont été arrêtés pour violation de domicile ainsi que pour coups et blessures volontaires.

Les douze hommes se sont introduits vers 15h00 dans l'ambassade de la République Démocratique du Congo située rue Marie de Bourgogne à Ixelles. Ils ont frappé le gardien de l'ambassade avant de gagner les étages supérieurs du bâtiment.

La rue Marie de Bourgogne a été fermée à la circulation durant l'interpellation des suspects. Ces derniers affirment avoir agi en réaction aux événements récents qui se sont déroulés en RDC.

Plus d'une centaine de manifestants se sont (ensuite) rassemblés jeudi après-midi, porte de Namur à Ixelles, pour demander une opposition forte à l'avancée du M23 au Congo. La manifestation s'est déroulée dans le calme. À 17 heures, les manifestants ont défilé dans les rues de Matonge pour appeler les commerçants à fermer leur boutique samedi, en soutien à la manifestation prévue à 14 heures, à Trône.

"Nous nous opposons à toute négociation avec le M23 que nous accusons d'être le bras armé du Rwanda", a avancé un des manifestants. "Nous demandons que l'impunité du Rwanda soit levée et qu'il soit sanctionné".

(RDC_44) AFP – 22/11

Le Premier ministre britannique David Cameron a appelé jeudi soir le président rwandais Paul Kagame et l'a exhorté à "faire pression" sur la rébellion congolaise du M23 pour qu'elle se retire de Goma, la capitale du Nord-Kivu qu'elle a prise mardi.

"Le Premier ministre a exhorté le président Kagame à faire tout ce qu'il pouvait pour faire pression sur le M23 pour qu'il se retire de Goma", a indiqué Downing Street dans un communiqué.

David Cameron "a clairement indiqué que la communauté internationale ne pouvait ignorer les preuves des liens du Rwanda avec le M23, et que le président Kagame devait démontrer que le gouvernement du Rwanda n'avait pas de lien avec le M23".

David Cameron, qui se trouvait jeudi à Bruxelles pour le sommet consacré au budget de l'Union européenne, a également appelé le président de la République démocratique du Congo Joseph Kabila, qu'il a "encouragé à travailler étroitement avec le Rwanda et l'Ouganda pour mettre en oeuvre le communiqué" commun signé mercredi.

RWANDA

Relations extérieures

(RWA_1) AFP – 16/11

Le fait que 51 combattants tués dans les rangs des rebelles congolais du M23 jeudi dans l'est de la RDC portaient des uniformes de l'armée rwandaise n'est en aucun cas une preuve du soutien de Kigali au M23, a affirmé vendredi l'armée rwandaise.

"C'est une vieille technique de propagande facile pour tenter d'entraîner le Rwanda dans leur désordre", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée rwandaise, Joseph Nzabamwita, à propos du gouvernement de Kinshasa. "Les RDF (Forces de défense rwandaises) ne fabriquent pas d'uniformes" et les Forces armées de RDC (FARDC) "ont accès aux uniformes des RDF car nous avons travaillé ensemble", a-t-il souligné.

Jeudi, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende Omalanga, avait affirmé que "51 corps portant des uniformes de l'armée rwandaise ont été ramassés", après une reprise des combats entre les FARDC et le M23 près du chef-lieu de la province congolaise du Nord-Kivu, Goma, frontalière du Rwanda.

M. Nzabamwita a également noté que la reprise des combats avait des conséquences sur le territoire rwandais, affirmant qu'un civil rwandais avait été blessé par des tirs provenant de l'autre côté de la frontière. Selon lui, cinq obus de mortier sont tombés côté rwandais.

Vendredi, la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, a condamné la reprise des combats dans l'est de la RDC, qui selon elle met à mal les efforts régionaux de paix.

Lire aussi sous :

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gZEV1yY-UPSOrRuDaTHABD-4AYwQ?docId=CNG.3aae63c5ec5e204c92f4f6c3acfe3e53.961>

(RWA_2) AFP – 19/11

L'armée gouvernementale de la RDC a "délibérément" bombardé le Rwanda lundi, a affirmé à l'AFP le porte-parole de l'armée rwandaise le général Joseph Nzabamwita, ajoutant que Kigali faisait pour l'heure preuve de retenue.

"Les FARDC (Forces armées de RDC) ont délibérément bombardé le Rwanda, en utilisant un tank T55 et des obus de mortiers", dans la zone de l'aéroport de Gisenyi, localité frontalière de Goma, capitale de la province congolaise du Nord-Kivu aux portes de laquelle les rebelles congolais du M23 ont pris position ce week-end.

(RWA_3) AFP – 20/11

Le Rwanda a appelé mardi à un "dialogue politique" en RDC, après la conquête de Goma, principale ville de l'est du pays, par le mouvement rebelle M23, que Kigali est accusé par l'ONU de soutenir.

"Ce qui s'est passé aujourd'hui à Goma montre clairement que l'option militaire pour apporter

une solution à cette crise a échoué et que le dialogue politique est la seule façon de résoudre le conflit en cours", a affirmé la ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, citée par un communiqué de son gouvernement.

"En se contentant de pointer du doigt de prétendus coupables et en ignorant les causes profondes du conflit en RDC, la communauté internationale a raté l'occasion d'aider la RDC à rétablir la paix et la sécurité pour ses citoyens", estime à ce propos Mme Mushikiwabo. "Le Rwanda est totalement impliqué dans le processus de paix sous les auspices de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et nous continuons à travailler avec les Etats membres en vue d'une paix totale et durable dans notre région", poursuit la ministre, qui participait précisément mardi à une réunion ministérielle de cette organisation régionale à Kampala.

Lire aussi sous :

<http://radiookapi.net/actualite/2012/11/20/apres-la-chute-de-goma-le-rwanda-appelle-dialogue-politique-en-rdc/>

<http://www.hrw.org/fr/news/2012/11/21/rd-congo-les-tats-unis-devraient-pousser-le-rwanda-cesser-son-soutien-au-m23>

(RWA_4) Belga – 20/11

La sénatrice Open Vld Nele Nijlen souhaite que la Belgique oeuvre à l'imposition d'un nouvel embargo sur les armes à destination du Rwanda vu ses liens avec les rebelles congolais du M-23 qui viennent de prendre le contrôle de la ville de Goma, dans le Nord-Kivu.

"Le Rwanda et les rebelles ont renoncé à la voie du dialogue", a commenté mardi la sénatrice qui demande à présent au ministre des Affaires étrangères Didier Reynders d'intervenir de manière déterminée dans ce dossier. Selon l'élue, la Belgique se doit de plaider sur la scène internationale pour l'imposition d'un nouvel embargo sur les armes à destination du Rwanda.

"Cette condition est aujourd'hui clairement violée par le Rwanda, qui livre de manière active des armes au M-23. L'exigence d'un (nouvel) embargo est donc des plus logiques", selon Mme Nijlen.

(RWA_5) Belga – 20/11

La Belgique ne prendra pour l'heure aucune sanction envers le Rwanda, soupçonné de soutenir les rebelles congolais du M23 qui viennent prendre le contrôle de Goma, la capitale administrative du Nord-Kivu, a indiqué mardi en commission de la Chambre le chef de la diplomatie belge, Didier Reynders (MR).

Interrogé sur une éventuelle suspension de l'aide au développement que la Belgique fournit au Rwanda, le ministre des Affaires étrangères a indiqué devant les députés que la Belgique n'agirait pas en dehors d'une position commune des pays européens et sans une position du Conseil de sécurité des Nations unies.

« À ce jour, je ne souhaite pas prendre une attitude différente que celle de respecter la procédure en cours devant le Conseil de sécurité », a expliqué M. Reynders. « Je mets en garde contre l'idée, alors que des rapports sont officiellement déposés devant l'instance qui les a demandés, à savoir le Conseil de sécurité des Nations unies, que la Belgique décide de

prendre des sanctions. Cela n'aurait aucun sens par rapport à une concertation européenne mais surtout par rapport à l'ordre international et de la façon dont on peut y travailler », a-t-il ajouté.

Pour M. Reynders, seul un dialogue entre les présidents rwandais et congolais permettra de résoudre la crise: "Il faut encore essayer de convaincre le Rwanda de participer à une solution. En effet, sans sa participation, on n'arrivera jamais à une solution dans la région. Le Rwanda ne peut plus se dire non concerné par une rébellion qui attaque une ville à sa frontière. Il est essentiel que les deux présidents se parlent, puis qu'un dialogue s'établisse afin de trouver le plus rapidement possible une solution à la crise et une solution plus durable aux causes profondes d'instabilité dans l'est de la RDC", a-t-il encore jugé.